
Les parents des détenus libanais en Syrie entameront lundi leur septième année de sit-in

OLJ / le 08 avril 2011 à 00h48

Le lundi 11 avril, à 11h, les parents des détenus et disparus libanais entameront leur septième année de sit-in, observée depuis 2005 dans le jardin Gebran Khalil Gebran, au centre-ville.

Au terme de six ans d'attente et d'incertitude sur le sort des leurs, au cours desquels ils ont espéré un dénouement, les parents des disparus refusent de baisser les bras. « Nous resterons ici, jusqu'à ce que la lumière soit faite sur le dossier », affirment-ils.

Au terme de ces six années également, les revendications demeurent inchangées. « Bien que le dossier ait enfin été reconnu par l'État libanais en 2005, aucune démarche sérieuse n'a été prise par le gouvernement pour résoudre le problème, rappelle Ghazi Aad, porte-parole de Solide (Soutien aux Libanais en détention et en exil). Or comme nous l'avons déjà annoncé à maintes reprises, nous réclamons la formation d'une commission nationale. Malheureusement, toutes les parties au pouvoir se déroberont, bien que le dossier ait été adopté dans la déclaration ministérielle, parce qu'elles sont toutes impliquées d'une manière ou d'une autre. Nous ne cherchons pas à les juger, nous demandons qu'ils nous donnent des réponses à toutes nos questions. Les excuses à elles seules ne suffisent pas. »

Ghazi Aad affirme par ailleurs que la vérité va finir par éclater au grand

jour, les événements de la région l'ont prouvé. « Nous les invitons à faire face à cette vérité le plus tôt possible, poursuit-il. Le crime existe. Garder le silence à ce propos est un crime en soi. L'histoire les jugera. »

Et Ghazi Aad de conclure : « Au terme de ces six années de sit-in, je peux affirmer que l'obstacle principal au dénouement de ce dossier est au Liban et non en Syrie, parce que nos responsables ne veulent pas entamer une action sérieuse dans ce sens. Ils ont peur. »

Ce lundi 11 avril, les familles des détenus et disparus en Syrie tiendront une conférence de presse au cours de laquelle elles dresseront un bilan de six dernières années et annonceront les mesures qui seront entreprises.

N. M.